



La Révolution Tunisienne

Une Opportunité pour une Transition Démocratique

Rym Ayadi, Silvia Colombo, Maria Cristina Paciello et Nathalie Tocci¹

Commentaire de MEDPRO / 21 Janvier 2011

Pendant des décennies, la Tunisie a offert au monde une image de stabilité et s'est distinguée des autres pays arabes par ses succès dans les domaines macroéconomiques, de la croissance, de la santé, de l'éducation et du droit des femmes. Cette impression de stabilité largement partagée a volé en éclats le 14 Janvier lorsque le Président Zine El-Abidine Ben Ali a quitté le pays à la suite des troubles sociaux causés par un chômage élevé et des inégalités importantes. Les événements en Tunisie devraient tirer la sonnette d'alarme non seulement à l'intérieur du pays quant à son avenir, mais aussi pour beaucoup de régimes du Moyen Orient dont la soutenabilité est souvent considérée comme acquise. Les politiques européennes vis-à-vis de la région sont maintenant elles aussi remises en question.

Depuis l'arrivée de Ben Ali au pouvoir en 1987, le semblant de stabilité de la Tunisie a été maintenu au prix d'une profonde régression politique. Au cours des années, le régime est devenu l'un des plus répressifs et autoritaires de la région. La répression systématique aux niveaux civil et politique a entravé toute tentative de dissidence et encouragé la corruption à plusieurs niveaux. Mais malgré les intimidations répandues, la violation des droits humains, le manque de libertés politiques et une corruption endémique, le cercle restreint de Ben Ali a réussi à s'assurer du soutien de la population grâce à un semblant de distribution des bénéfices sociaux. L'Union Européenne et les acteurs extérieurs ont soutenu le régime de Ben Ali de manière quasi-

¹ Ce commentaire est rédigé dans le cadre du projet MEDPRO (Prospectives Méditerranéennes), un projet de trois ans financé par le Socio-economic Sciences & Humanities Programme de la DG Recherche de la Commission Européenne. A l'exception de mention contraire explicite, les points de vue exprimés ici ne sont attribuables qu'à leurs auteurs en leur nom propre et non aux institutions auxquelles ils sont associés.

Rym Ayadi est Senior Research Fellow au Centre for European Policy Studies (CEPS) et Coordinatrice du projet MEDPRO. Silvia Colombo est Chercheuse Junior à l'Istituto Affari Internazionali (IAI). Maria Cristina Paciello est Maître de Conférences en Economie et Géographie Politique des Pays en Développement à la Faculté d'Etudes Orientales de "La Sapienza", Université de Rome. Nathalie Tocci est Directeur Adjoint de l'Istituto Affari Internazionali (IAI).

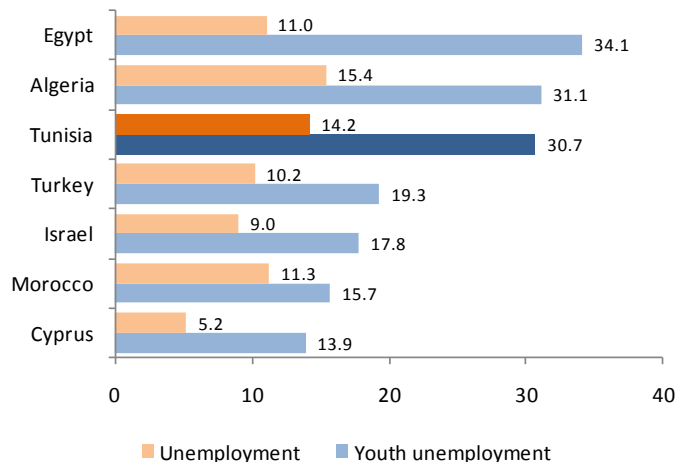
inconditionnelle, influencés par la poursuite de réformes économiques libérales et la coopération du président déchu dans d'autres objectifs Européens comme la lutte contre le terrorisme et les migrations illégales.

Les événements récents en Tunisie ont révélé le point de basculement entre stabilité apparente et soutenabilité de long terme; point à partir duquel un statu quo insoutenable glisse vers une instabilité politique et sociale². En regardant de plus près, il est évident que l'incapacité du régime à répondre aux défis socioéconomiques majeurs de la décennie passée – chômage des jeunes, croissance des disparités régionales et corruption – est à la racine de ce basculement. Le chômage des jeunes diplômés de l'enseignement secondaire et universitaire n'a cessé de croître depuis 2006 : plus de 30% de la population active âgée entre 15 et 24 ans est sans emploi. Un chiffre seulement comparable avec celui des voisins égyptien (34%) et algérien (31%), mais bien au-delà des niveaux enregistrés au Maroc (16%), en Israël (18%) et en Turquie (19%) (voir Graphique n°1).

La crise financière internationale n'a fait qu'accentuer les problèmes du marché du travail tunisien. Etant donnée la grande dépendance du pays à l'égard de l'UE, le chômage - particulièrement chez les diplômés - a augmenté depuis 2006 (de 18.2% en 2007 à 21.9% en 2009) alors que la création d'emplois s'est ralentie (de 80.000 emplois créés en 2007, la Tunisie est passée à seulement 57.000 pour 2009).³ Dans le même temps, bien que la situation globale de la Tunisie se soit améliorée sur le plan économique, les disparités régionales se sont accentuées, le sud et le centre-ouest demeurant exclus des bénéfices d'une croissance soutenue.

Si l'on ajoute à ce mélange un manque criant de droits politiques, de liberté d'expression, d'accès libre aux médias⁴ pour les citoyens et une corruption⁵ en hausse, le contrat social tacite entre Ben Ali et le peuple Tunisien - répression « en échange » de bénéfices sociaux- se brise.

Graphique n° 1. Chômage des jeunes en Tunisie compare à d'autres pays de la région (2005-06)



Source: Nations Unies et Banque Mondiale

² Voir Sylvia Colombo (2010), *Implications of violent conflicts and neo-authoritarianism on state sustainability*, Rapport Technique de MEDPRO, Octobre.

³ Banque Centrale Tunisienne (2010), *Rapport Annuel 2009* (<http://www.bct.gov.tn/bct/siteprod/documents/fiche11.pdf>)

⁴ Selon les indicateurs publiés par la Banque Mondiale "Worldwide Governance Indicators (WGI)" en 2009 la Tunisie se place derrière les moyennes régionales dans l'indicateur "Voice and Accountability". Le pays reste dans l'intervalle des 15% des plus mauvais scores obtenus par les pays inclus dans l'étude.

⁵ La Tunisie a perdu plusieurs places au classement depuis la dernière étude qui date de 1998.

Un grand mouvement de protestation s'est formé en décembre 2010, pour la première fois depuis l'avènement du régime de Ben Ali. La contestation a rapidement débordé de Sidi Bouzid pour atteindre les autres villes du pays et arriver à Tunis: le 14 Janvier, les manifestants ont réussi à renverser le président. Bien qu'initialement les manifestations se revendiquent de la contestation à la dégradation de la situation socioéconomique, elles se sont rapidement muées en manifestations de nature politique, dans la mesure où les racines de ces troubles sont en fait politiques. Les réformes économiques ont avant tout été utilisées pour redistribuer des privilèges aux familles du président et de sa femme, qui en est venue à dominer l'économie du pays tout comme la corruption dénoncée avec véhémence par les manifestants et qui a grevé tout potentiel de création d'emplois⁶.

La Tunisie montre comment un contrat social basé sur la répression porte en son sein les germes de son propre déclin. Les événements récents montrent aussi que malgré la résilience dont ont fait preuve les régimes Arabes, la stabilité politique et sociale ne peut être considérée comme acquise. Dans des proportions variables, d'autres régimes de la région partagent la même fragilité et la même illusion de stabilité que la Tunisie avait affichée avant ces événements spectaculaires.

Les problèmes socioéconomiques du monde arabe requièrent avant tout des solutions politiques crédibles et durables. Ainsi, à moins que de véritables et ambitieuses réformes – et non des réformes cosmétiques - politiques ne soient mises en place, une détérioration des conditions socioéconomiques est tout sauf inévitable avec pour corollaire les malaises politiques et sociaux. Les régimes Arabes et les acteurs extérieurs comme l'UE devraient prendre en compte ces réalités dans leurs politiques. Une refonte radicale des politiques européennes à l'égard de la région est nécessaire, avec pour fil rouge la fin de la complaisance à l'égard des régimes ne mettant pas en place des réformes politiques sérieuses. Ceci, malgré leur volonté affichée de coopérer dans la lutte contre le terrorisme, les migrations clandestines et d'autres objectifs géostratégiques plus larges.

En ce qui concerne la Tunisie, alors que l'importante mobilisation spontanée a réussi un succès historique – la fin du règne de Ben Ali – il n'est pas encore certain que le futur proche apporte de véritables réformes politiques essentielles à la stabilité ou si au contraire l'instabilité persistante se transmettra à d'autres pays de la région. Dans ses efforts hâtés pour contenir la violence des émeutes, il n'est pas facile de voir si le gouvernement de transition, qui pour la première fois comprend des membres de l'opposition, va tenir ses promesses publiques de réformes radicales démocratiques⁷. Le parti du Rassemblement Constitutionnel Démocratique (RCD) qui a dominé la scène politique tunisienne a perdu la confiance du peuple et les appels réclamant sa dissolution se font de plus en plus forts⁸.

Toutefois les forces d'opposition demeurent faibles, mal organisées, divisées et le pays manque du dispositif législatif nécessaire à l'essor politique et de la société civile. L'armée qui pour l'instant s'est limitée à contenir le mécontentement social pourrait bien outrepasser les bornes constitutionnelles et faire son entrée sur la scène politique. Le défi est maintenant d'organiser des plateformes électorales crédibles et des campagnes reflétant la volonté de la population.

Afin de promouvoir cette transition démocratique, l'UE doit non seulement abandonner son soutien inconditionnel au régime tunisien précédent (et donc au parti qui lui est lié) mais surtout elle doit agir vite dans

⁶ Le problème de la corruption et des excès du régime de Ben Ali a également été dénoncé dans un câble diplomatique de l'ambassade américaine à Tunis daté de 2009 et diffusé par WikiLeaks. Comme les événements récents le prouvent, le câble présentait que l'oppression, la corruption et la mauvaise gestion économique représentaient des "risques croissants pour la stabilité du régime sur le long terme".

⁷ La décision du nouveau gouvernement transitoire de reconnaître tous les partis auparavant bannis constitue un pas dans cette direction.

⁸ Les appels populaires demandent à ce que le bureau politique du RCD soit dissous suite à la démission de ses membres qui font partie du gouvernement intérimaire.

le sens de sa déclaration de soutien à une « véritable transition démocratique »⁹ en consultant aussi bien les partis politiques représentés dans le gouvernement de transition et au-delà pour préparer les prochaines élections. Tous les efforts nécessaires doivent être déployés pour que ces élections soient libres et justes en poursuivant, inter alia, les changements constitutionnels nécessaires pour matérialiser cet objectif. Une résolution positive de la crise ne sera possible qu'à la condition où tous les acteurs, aussi bien internes qu'externes suivent les leçons des transitions démocratiques semblables couronnées de succès.

⁹ Déclaration commune de Catherine Ashton, Haute Représentante de l'UE et de Štefan Füle, Commissaire, sur la situation en Tunisie, Bruxelles, 17 Janvier 2011.
(http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/FR/foraff/118881.pdf)